

Une politique de croissance à long terme est préférable à l'activisme étatique

L'Union suisse des arts et métiers

(Usam) rejette les dépenses supplémentaires de l'État, même si elles entrent dans le cadre du frein à l'endettement, car elles sont liées à une augmentation de sa quote-part dans le PIB. Il faut se féliciter que le Conseil fédéral n'ait pas cédé à la gauche, qui réclamait des programmes de relance conjoncturels se chiffrant en milliards, et qu'on ait évité de lever le frein à l'endettement, sans quoi la quote-part de l'État serait devenue aussi importante que dans d'autres pays. Les mesures contenues dans la troisième phase du plan de stabilisation conjoncturel n'auront guère d'effet sinon d'aubaine. La plus importante organisation faîtière de l'économie suisse exige pour cette raison une politique qui soit clairement tournée vers la croissance.

Pour l'Usam, il est nécessaire de soutenir la conjoncture, mais à la stricte condition de respecter le frein à l'endettement. Cette politique s'appuie sur trois axes principaux:

1. La *politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS)*, qui inclut les taux d'intérêt, est la première concernée. Les mesures adoptées par la BNS ont engendré de très bons résultats jusqu'ici.
2. L'*allègement des charges fiscales*: le Parlement a bien avancé dans cette direction en adoptant la partie A de la révision de la loi sur la TVA lors de la dernière session parlementaire. Cette décision permettra avant tout d'alléger considérablement les charges administratives des entreprises. Il faut aller plus loin: compenser tous les ans la progression à froid et prévoir des déductions fiscales pour l'assainissement énergétique des bâtiments.
3. La *dérégulation en faveur des PME* est et reste de loin la mesure la plus efficace en matière conjoncturelle. Les moyens financiers libérés pourront par la suite être réinjectés dans le circuit monétaire sous forme d'investissements et de consommation. Renoncer à l'augmentation des impôts, taxes et autres redevances, ou du moins la reporter, est dans cette optique particulièrement important.

Il est fondamental que les banques assurent un accès au crédit à des conditions adaptées aux entreprises, tout particulièrement dans les périodes difficiles. Il faut également rétablir la confiance que les citoyens placent dans la place financière suisse et qui a été sévèrement ébranlée. Une politique salariale modérée irait dans ce sens en aidant les entreprises.

Par ailleurs, l'Usam rejette catégoriquement les plans conjoncturels qui coûtent des milliards de francs et dont l'efficacité est nulle étant donné que notre économie est largement ouverte sur l'extérieur. Elle s'oppose également aux revendications de la gauche et des syndicats qui demandent des mesures généralisées en faveur du marché du travail et de la formation continue.



Edi Engelberger
Conseiller national
et président de l'usam,
Berne

Un troisième train de mesures conjoncturel incohérent et contradictoire

Comment faut-il juger la politique fédérale adoptée jusqu'ici pour contrer la crise financière et économique? L'Usam salue tout d'abord la stratégie du Conseil fédéral qui a procédé par étape pour mettre en œuvre ses mesures. Elle se réjouit également du report à début 2011 de l'entrée en vigueur du financement additionnel de l'AI, conformément à ses exigences.

Il en va tout autrement du troisième train de mesures conjoncturelles. Le seul point positif est qu'il n'entraîne pas la levée du frein à l'endettement. Il faut qu'il en demeure ainsi, car tout endettement supplémentaire de l'Etat serait problématique.

Les autres mesures sont d'autant plus incohérentes et contradictoires que, deux jours plus tard, on assistait au triplement de la taxe CO₂. Cette décision affaiblira encore le pouvoir d'achat des consommateurs alors que nous nous trouvons en pleine crise, et détériorera davantage les conditions-cadres des PME.

La lutte contre le chômage des jeunes et les mesures de soutien à la formation continue entraînent des effets d'aubaine et se traduisent par un subventionnement douteux de différents groupes de population. Les 200 millions de francs accordés pour réduire les primes d'assurance maladie équivalent à une piqûre de morphine. Le domaine de la santé est profondément malade, sinon aux soins intensifs, et lui administrer un calmant n'aura guère d'effet si on ne cherche pas au moins à résoudre rapidement les problèmes structurels à venir.

Pour une croissance durable et ciblée

C'est encore une fois la classe moyenne et les PME qui paient l'addition de cette politique de subventions. N'oublions pas que toute dette contractée par l'État devra être un jour compensée sous forme d'impôts ou par le biais de l'inflation. C'est pourquoi la politique doit tout mettre en œuvre pour que notre pays se trouve en tête du peloton international lors de la prochaine reprise. Il est donc nécessaire de concevoir une stratégie de croissance à long terme qui aille dans ce sens. ■